

# Les complexes de l'« Europe-puissance »

LES EUROPÉENS ont-ils la volonté politique d'agir ensemble sur la scène internationale et d'équilibrer ainsi, au moins dans certaines parties du monde, l'approche souvent univoque et manichéenne de l'Amérique ? La réponse à cette question ne va pas de soi, et l'expérience montre que les ambitions de quelques-uns sont presque toujours minées par l'impuissance collective de l'Europe. Raison de plus pour souligner que l'« exception macédonienne » constitue un sursaut encourageant : elle montre que, lorsque les Quinze sont d'accord sur l'objectif à atteindre, ils trouvent les moyens de peser sur le cours des événements. Le haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), Javier Solana, a multiplié les voyages à Skopje pour inciter les communautés slave et albanaise au dialogue politique, et cette insistance semble se montrer féconde.

L'exemple de la Macédoine est significatif parce qu'il oblige les Américains à reconnaître que l'institution de « M. PESC » est une « valeur ajoutée » qui ne fait de l'ombre à personne, au contraire : alors que la diplomatie américaine était absente, entre une administration Clinton qui n'avait plus d'influence et une administration Bush qui se cherche encore gissant des grandes orientations de sa politique étrangère, l'Europe a occupé le terrain, et fait progresser l'idée de paix dans les Balkans. Il est vrai qu'elle y a été aidée par l'ambition des Etats de la région de rejoindre un jour l'Union européenne, ce qui confère une autori-

té naturelle au « parrainage » des Quinze. Mais vérité d'un côté de la Méditerranée ne se vérifie pas de l'autre : la présence de M. Solana à la rencontre israélo-palestinienne de Charm el-Cheikh, en octobre dernier, fut trop vite saluée comme l'affirmation de la diplomatie européenne dans la région.

Or celle-ci est relative : Shimon Pérès, le ministre israélien des affaires étrangères, a rappelé sans ambages que « l'Europe n'est encore qu'un ensemble d'Etats, et les moyens d'action des Européens sont différents de ceux des Américains ». Si, au Proche-Orient, les Quinze ont trop souvent démontré qu'ils agissaient en ordre dispersé, c'est faute de partager une même vision du devenir de la région. Comme cette carence se vérifie dans bien des régions du monde, il n'est pas étonnant que la politique étrangère de l'Europe pâtisse d'un manque de crédibilité : des bouts de consensus ici et là entre Européens ne sont pas suffisants pour tisser une politique étrangère commune.

## LE « JUNIOR PARTNER »

Le concept de « stratégies communes » de l'Europe étant très largement un faux-semblant, la propension des Européens à cultiver leurs divergences fait qu'ils annulent mutuellement leur influence, laissant de facto une sorte de monopole de politique étrangère aux Etats-Unis.

« Vous avez de multiples instruments diplomatiques, résume ce diplomate américain, mais vous oubliez qu'une politique étrangère c'est d'abord

une stratégie, et vous n'en avez pas. Pour vous, aboutir à un consensus à quinze est plus important que le fait de savoir si vous avez fait avancer la politique étrangère de l'Europe. Ce n'est pas étonnant : pour avoir une politique étrangère globale, il faut avoir une vision stratégique. Quelle sorte de partenaire global voulez-vous devenir ? » Pour fondée qu'elle soit, cette analyse américaine serait plus crédible si Washington ne manifestait pas rapidement son irritation lorsque les Quinze font mine de s'affirmer collectivement hors de sa « tutelle bienveillante » : si les Etats-Unis approuvent officiellement l'émergence de la défense européenne, c'est à condition que celle-ci ne remette pas en cause la prééminence de l'OTAN.

Pour que la politique étrangère de l'Europe s'affirme, il faudra donc qu'un aggiornamento se produise à Washington, où, depuis cinquante ans, les Européens ont toujours été considérés comme le « junior partner ». Les Européens auraient cependant tort de prononcer des jugements définitifs sur l'orientation de la politique étrangère de George W. Bush. S'il est vrai que le rejet par Washington du protocole de Kyoto tend à accréditer l'idée que l'Amérique renoue avec une ancienne propension à considérer que le multilatéralisme ne vaut que s'il sert ses intérêts économiques, le compromis qui vient d'intervenir à propos du différend commercial sur les bananes montre que la grille de lecture de la nouvelle administration américaine doit être affinée.

## MANQUE D'INTÉGRATION POLITIQUE

Mais c'est d'abord devant leur propre porte que les Européens doivent balayer. Leur premier ennemi semble être eux-mêmes, puisque ce dont souffre la politique étrangère des Quinze, c'est surtout de pusillanimité. Face aux attributs indéniables de l'« Europe-puissance », les Américains ne comprennent pas toujours les « complexes » de l'Europe. Puissance commerciale, économique et industrielle pouvant rivaliser avec les Etats-Unis, puissance monétaire avec l'avènement de la monnaie unique, demain sans doute puissance militaire, que manque-t-il aux Quinze ? La réponse va de soi : un projet politique et une vision commune. Le talon d'Achille de l'Europe, c'est son manque d'intégration politique. Or un projet politique, cela suppose des priorités.

Dans ce domaine, les Quinze donnent à la fois le sentiment de se disperser et de ne pas assumer leurs choix : la véritable « politique étrangère » de l'Europe ne doit-elle pas se concentrer en priorité sur l'avenir du continent, c'est-à-dire sur la « Grande Europe » qui va naître de l'élargissement ?

Il ne s'agit pas de tomber dans le piège d'une sorte d'« isolationnisme européen », qui serait déconnecté du réel (une puissance économique globale va de pair avec une politique étrangère globale), mais de répondre, collectivement, à quelques questions : quels sont les fondements politiques, conceptuels, stratégiques de l'élargissement ? Sur quelles valeurs, quelle doctrine, doit être basée une politique étrangère commune de l'Europe ? Dans quelle mesure celle-ci doit-elle cohabiter avec des actions bilatérales, voire « multilatérales », parfois plus efficaces ?

L'un des visages de la diplomatie de l'Europe, ce sont 40 000 diplomates, répartis en 1 500 missions à travers le monde. L'autre, ce sont les vingt-six collaborateurs du haut représentant pour la PESC. La comparaison suffit à montrer que la politique étrangère « commune » de l'Europe est encore dans les limbes. Tant que les Européens n'auront pas défini ce que devrait être leur projet politique collectif, il est à craindre qu'elle le restera.

Laurent Zecchini

Le blonde

20.4.2001

p. 16